

DEPARTEMENT HERAULT
CANTON SAINT GELY DU FESC
COMMUNE SAINT MATHIEU DE TREVIER

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

U / 2022/

Objet /
DIA.

DECISION DU MAIRE

CERTIFIE EXECUTOIRE

Compte tenu de la transmission
en Préfecture
le 26/12/2022
et de la publication
le 26/12/2022

Le Maire,

Jérôme LOPEZ.



Le Maire de la Commune de SAINT MATHIEU DE TREVIER,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération du conseil municipal n°2020/01 en date du 9 juillet 2020, intervenue sur le fondement de l'article L.2122-22 du C.G.C.T., donnant délégation au Maire d'un certain nombre de compétences pour la durée de son mandat ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 30 novembre 2007, fixant un droit de préemption simple sur l'ensemble du territoire de la Commune ;

DECIDE

Article 1^{er} :

Le droit de préemption simple n'a pas été exercé sur les biens suivants :

- DIA n°22M0068 – local commercial – Place Richard Brunel – AE57 AE58 AE59 AE60 AE61 AE62 AE63 AE64 AE65 AE66
- DIA n°22M0069 – terrain/maison – 14 Avenue Guillaume Pellicier – AK181
- DIA n°22M0070 – local commercial – Place Richard Brunel – AE57 AE58 AE59 AE60 AE61 AE62 AE63 AE64 AE65 AE66
- DIA n°22M0071 – terrain – 1 Route de Sommières – AP227
- DIA n°22M0072 – terrain – Lieu-dit Plaine de Tréviers – AK398
- DIA n°22M0073 – terrain – Lieu-dit Plaine de Tréviers – AK396
- DIA n°22M0074 – terrain/maison – 149 Chemin des Combes – AR160
- DIA n°22M0075 – terrain – 149 Chemin des Combes – AR161

Article 2 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations du conseil municipal, un extrait en sera affiché sur les panneaux administratifs réservés à cet effet et information en sera donnée au prochain conseil municipal.

Fait à Saint Mathieu de Tréviers,
Le 05 décembre 2022.



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa notification et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :
- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.
Pendant ce délai, le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télerecours citoyen » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
034213402761-20221226-SU-2022-12-26-AU
Date de télétransmission : 27/12/2022
Date de réception préfecture : 27/12/2022

Publication sur le site
Internet de la Commune le 28/12/2022